

L'événement

Marie-Hélène Thoraval

« Beaucoup de Français me supplient de tenir bon »

Elle est celle qui dit tout haut ce que la plupart des Français pensent tout bas. L'argent dépensé en pure perte dans les quartiers prioritaires de la ville. 150 millions d'euros injectés depuis 2014 pour le seul quartier de la Monnaie. La terreur que font régner « quelques familles de délinquants, pour lesquelles le trafic de drogue est un modèle économique ». Marie-Hélène Thoraval est maire de Romans-sur-Isère. Depuis la mort de Thomas, elle parle vrai. Sans détour. Elle dérange. Au point d'être menacée de décapitation.

En face, ce sont les habitants de la Monnaie. Du moins, une petite centaine d'entre eux, auxquels se sont joints quelques militants de gauche. En dépit de l'interdiction du préfet de la Drôme de manifester, ils sont descendus dans la rue samedi. Comme pour signifier qu'ils sont chez eux, pas de Romans. Un quartier d'un autre droit. Pour dire surtout leur opposition à Marie-Hélène Thoraval.

L'ambiance serait presque badine. Ça discute météo. Dans le lointain, la neige tombe sur le Vercors. « La neige, c'est blanc, ça plaît à l'extrême droite. » Mais les groupes veillent à ne pas se mélanger. D'un côté les militants de gauche, de l'autre, les habitants de la Monnaie, des jeunes à survêt, encapuchonnés, qui prennent soin de ne pas se laisser photographier.

Youssef, 29 ans, accusé. Depuis son élection, « Marie-Hélène Thoraval n'a rien fait pour le quartier ». La politique de la ville ? De la flûte ! Un copain acquiesce : « Elle nous stigmatise. » « Vous savez ce qu'on dit quand on va en ville ? », interroge un jeune. « On dit "on va à Romans". C'est un autre monde, alors que c'est une petite ville. » Et pour appuyer sa démonstration, il vante les illuminations de Noël dans le centre. « Ici, ils éteignent l'éclairage public à 20 heures. Par Allah, on vit dans le noir ici. » À les entendre, la maire de Romans-sur-Isère serait responsable de tout. À commencer par la mort de Thomas. « Quand elle est arrivée à la mairie, les jeunes qui ont fait la bagarre à Crépol, ils avaient entre 5 ou 10 ans. Elle aurait pu les accompagner ces gamins. Elle a fait le contraire. Le néant. C'est pour ça qu'on la tient pour responsable », assure un père de famille. La culture de l'excuse. ●

RAPHAËL STAINVILLE ET BAUDOIN WISSELMANN



Rassemblement contre la maire de Romans-sur-Isère au quartier de la Monnaie, le 2 décembre.

INTERVIEW

Vous avez porté plainte pour menaces de mort, et une manifestation a été organisée hier contre vous par quelques habitants de la cité de la Monnaie. Vous attendez-vous à ça en vous engageant en politique ?

Non, pas vraiment. Je savais que j'allais forcément aller au-devant de certaines difficultés parce que j'avais des ambitions pour ma ville, que j'ai toujours aujourd'hui, et qui ne plaisent pas à tout le monde. Mais je ne suis pas vraiment étonnée non plus. Dès 2015, j'ai reçu des menaces de morts qui venaient de l'extrême gauche. Les murs de mon domicile avaient été tagués. D'un côté, « Toi, tu finiras au bout d'une corde », de l'autre, « Une balle pour Thoraval ». À l'époque, j'avais simplement demandé à des associations très engagées politiquement à l'extrême gauche, sous couvert d'écologie, de quitter un bâtiment communal qui ne réunissait plus les conditions de sécurité et d'accueil imposées. Je leur avais proposé d'autres locaux, mais rien ne leur convenait, ils étaient revenus squatter et j'avais fini par récupérer le bâtiment. Quelques jours plus tard, à l'apparition de ces tags, j'avais porté plainte. Mais il n'y a jamais eu de suite.

Diriez-vous que la violence a augmenté depuis toutes ces années que vous êtes maire ?

Si nous parlons de la violence à l'égard des élus, j'aimerais un peu tempérer le discours que l'on retrouve parfois. Nous bénéficions d'un respect immense de la part de la majorité de notre population. Mais il est vrai que certaines franges sont plus compliquées. Certains n'ont que des droits, jamais de devoirs. Et là, c'est parfois vraiment agressif.

Comment expliquer cette évolution ?

Je vais prendre l'exemple des quartiers qualifiés de « difficiles ». Quand nous organisons des conseils de quartier, nous avons énormément de mal à mobiliser des gens prêts à s'investir. Il y a quelques personnes de bonne volonté qui s'investissent et finissent par s'essouffler à force d'être désavoués. Parfois, nous ne savons même pas ce qu'attend une population désengagée. Et subitement, nous avons parfois des revendications agressives, il faut savoir le gérer.

Cette semaine, vous avez beaucoup fait réagir en prenant la parole après la mort de Thomas. Votre franc-parler a surpris, et vous avez répondu que vous disiez tout haut ce que tout le monde pense tout bas...

J'ai répondu à des questions et je ne m'attendais pas à de telles réactions. J'ai mobilisé un nombre de soutiens absolument dingue, qui sont arrivés en plusieurs temps. D'abord, j'ai reçu et je reçois toujours des messages de la population française dans ce qu'elle a de plus populaire : des Français du quotidien. Vous n'imaginez pas comme c'est chaleureux et combien ces messages sont sincères. À chaque fois, ces Français me remercient d'avoir parlé, parce qu'eux n'en peuvent plus. Et je tiens à préciser que parmi les gens qui n'en peuvent plus, il y a aussi des

« La culture de l'excuse, c'est bon, c'est terminé, nous n'en pouvons plus »

Français d'origine étrangère qui sont français comme les autres, exaspérés comme les autres. Et s'ils n'en peuvent plus, c'est particulièrement parce que ces délinquants font peser sur eux l'amalgame. Ils sont les premiers à vouloir les empêcher de nuire ! Certains sont vraiment blessés par ce qui arrive. Ensuite, j'ai reçu des messages plus politiques de la part de plus en plus d'élus, jusqu'au président de l'Association des maires de France qui m'a appelée. Personne ne m'a dit que j'allais trop loin, beaucoup d'anonymes m'ont, en revanche, suppliée de tenir bon.

Quand vous avez regretté que les prénommes des mis en examens ne soient pas donnés, vous avez évoqué ce renforcement de la stigmatisation, paradoxalement. Pourquoi ?

Parce que cela renforce l'exaspération, l'injustice et la colère. Tout le monde se posait la question et avait des descriptions assez claires venant des témoins de ce drame. Les témoignages des victimes étaient particulièrement explicites, notamment lorsqu'ils parlaient

d'attaquer des « Blancs ». Et très honnêtement, disons les choses, qui a été surpris ? Faire semblant de ne pas voir n'empêche pas la stigmatisation mais la renforce. Parce que nous avons un problème et qu'il faut le traiter plutôt que d'interdire de le voir.

Vous parlez des Français qui n'en peuvent plus. De quoi exactement ?

De retrouver, si souvent, les mêmes profils, les mêmes prénoms justement, dans la délinquance et la criminalité. Et le ras-le-bol est évidemment là. Parce que parfois, ces agissements nourrissent l'actualité nationale. Mais ces groupes de jeunes ont un comportement insupportable au quotidien également, qui passe peut-être sous les radars des médias, mais pas des Français. Les temps sont durs pour tout le monde et les Français ne supportent plus de travailler, de respecter les règles et de payer des impôts tout en continuant à être embêtés par ces profils que personne n'arrête vraiment. C'est un point qui revient tout le temps dans les discours. Ces comportements ne sont pas conformes à l'image que les Français se font de leur pays.

Vous avez évoqué des familles très connues de la Monnaie, vous avez indiqué que certains interpellés avaient des parents eux-mêmes délinquants... Comment expliquer que les profils problématiques soient identifiés mais pas empêchés ?

C'est vrai dans tant de villes en France... Parce que nous sommes tributaires des réponses pénales. Le maire ne peut pas tout, il n'est ni policier, ni procureur, ni juge ! Chacun a ses responsabilités et nous nous devons de respecter les institutions. Je pense, en revanche, que certaines peines sont totalement inadaptées à certaines caractéristiques des délinquants. Déjà, certains n'écopent pas de peines de prison pour des faits graves : là, ils reviennent comme les caïds, avec un sentiment d'impunité totale. Se développe alors une forme d'arrogance qui est absolument insupportable pour les habitants qui la subissent. D'autres écopent de peines qu'ils ne font pas entièrement ; d'autres, enfin, ressortent encore pires qu'ils sont entrés en prison. Et puis, derrière tout cela, il est indispensable de parler du trafic de drogue.

L'événement

Avant d'y venir, une petite question sur la justice. Votre ville a été frappée par les émeutes. À l'époque, nous avons parlé d'une justice ferme. L'avez-vous constatée ?

Je ne saurais trop juger de la fermeté en général, mais je constate surtout qu'il fallait déjà pouvoir les arrêter parce que ce n'est pas simple. Ils ont opéré en meutes, ils étaient parfaitement bien pilotés et la plupart ont échappé aux interpellations, et donc à la sanction. Il faut comprendre que ces émeutes n'ont pas touché que les grandes villes, mais la France entière. Forcément, les moyens ne pouvaient être les mêmes partout. De nombreux émeutiers ont échappé à la justice.

Êtes-vous capable de chiffrer les dégâts de ces émeutes ?

Il est difficile de le faire précisément pour l'instant. Beaucoup de commerces ont été visés dans ma ville, seuls les commerces communautaires ont été épargnés. Là encore, il faut se rendre à l'évidence, c'était un choix. Mais j'ai également eu un véritable saccage des bureaux des bailleurs sociaux par exemple, qui sont encore en train d'évaluer le montant des dégâts. Je peux vous assurer que je suis assez blindée à force, mais en visionnant les images des caméras de surveillance intérieures, je n'en revenais pas. C'était du saccage. C'était sauvage. C'était carrément sauvage.

Vous évoquez le trafic de drogue. Comment l'avez-vous vu évoluer ?

Comme partout en France, il y en a de plus en plus. Alors il faut évaluer le trafic et se pencher sur la consommation également, parce qu'elle prend des proportions inouïes. J'entends des débats sur le cannabis mais nous avons largement dépassé ce stade ! Je pense franchement que nous sommes arrivés à un niveau qui dépasse les capacités de nos propres forces de l'ordre, faites pour un maintien de l'ordre au quotidien, comme dans toutes les villes. Pour frapper fort, il faut une mobilisation que nous mettons en place parfois et qui montre d'ailleurs des résultats. Mais l'ampleur du trafic de drogue est absolument immense et nous sommes dépassés par la violence de ce phénomène.

Avez-vous également un problème d'islamisme dans votre ville ?

Oui, comme trop de maires également, bien entendu. La radicalisation est un sujet énorme. Mais, là encore, je suis assez démunie en tant que maire, tant mes prérogatives sont faibles sur ce sujet que l'on subit plus qu'on ne le maîtrise à mon échelle. On l'indique, quand on le perçoit, et on transmet à l'État.

Vous affirmez que la police rentre dans tous les quartiers de votre ville. Bien sûr ! Avec la marge de manœuvre qui est la sienne, celle d'une police municipale. Mais la police ne peut pas non plus passer sa vie dans le quartier de la Monnaie, qui est particulièrement difficile. J'ai une ville à gérer moi, j'ai 34 000 habitants, dont 4 500 à la Monnaie. J'ai donc l'immense majorité de ma population qui a également le droit à des services, notamment en matière de sécurité.

Vous avez évoqué les 150 millions d'euros d'investissement dans le quartier de la Monnaie, qui ont énormément fait réagir...

Oui, ce sujet a beaucoup fait réagir. Mais j'ai au moins eu le courage de le dire parce que c'est la réalité, et encore, je pense que c'est davantage. Et pour quel résultat ? Le chiffre que je ne peux pas vous donner, c'est le montant de toutes les dégradations que des jeunes de cette cité ont pu faire. Ils ont brûlé une école en 2016, une crèche en 2017, la maison de quartier en 2020, les locaux du bailleur social en 2023... Alors comment voulez-vous que j'entende ensuite que ces quartiers sont abandonnés et qu'ils n'ont pas de services ! C'est faux, mais certains crament plus vite que nous ne pouvons les reconstruire, voilà la réalité. En effet, 150 millions d'euros ont été investis dans ce quartier, très largement par l'État d'ailleurs, tous gouvernements confondus. Mais également par les collectivités qui contribuent à la rénovation urbaine, que ce soit la région, le département, l'agglomération ou la ville elle-même. Ensuite, il faudrait ajouter le Caf qui accompagne ces habitants et également le RSA. Tout ça mériterait d'être regardé de près.

Pourriez-vous chiffrer les investissements faits en parallèle pour les 88 % de vos habitants qui ne résident pas à la Monnaie ?

Je ne pourrais pas vous le dire parce que la loi et ces subventions ne concernent en l'occurrence que les quartiers prioritaires de la ville. Mais je pourrais isoler un exemple, qui ressort de ma compétence, pour vous donner une idée : tout ce qui relève de l'école dans le cadre du réseau d'éducation prioritaire dans le quartier de la Monnaie. Cela représente 12 % de ma population et 45 % de mon budget global consacré à l'éducation.

Et vous affirmez qu'aucun autre quartier n'est aussi bien doté que celui de la Monnaie ?

C'est en raison de l'ANRU [Agence nationale pour la rénovation urbaine, ndr]. C'est vrai chez moi, mais c'est vrai partout ailleurs. Il y a de très bonnes choses, comme le dédoublement des petites classes, qui portent ses fruits. Mais en effet, personne n'est aussi bien traité... Difficile d'entendre parler d'abandon. La culture de l'excuse, c'est bon, c'est terminé, nous n'en pouvons plus.

« Les Français me remercient d'avoir parlé, parce qu'eux n'en peuvent plus »

Comment expliquez-vous la survivance de ce relativisme, de ces revendications ?

Parce qu'eux veulent imposer leurs lois, ce que je refuse. Quand je travaille dans ce quartier, je travaille pour l'ensemble de la population, et je respecte les règles républicaines et les codes sociétaux qui sont les nôtres. Par ailleurs, les revendications sont toujours plus nombreuses, et nous finissons par être sommés d'être parents à la place des parents... alors forcément, les gens exigent toujours plus. Mais je vous assure que ces quartiers-là, en tous cas le mien, n'ont aucune raison de se plaindre d'un quelconque abandon.

Comprenez-vous que des Français parlent d'injustice à ce sujet ?

Mais oui, et j'ose le dire. Non seulement je les comprends, mais je

l'entends surtout très régulièrement. Les gens s'en rendent compte, et ils ne le supportent plus. Je précise quand même que dans ces quartiers, il y a évidemment une grande partie des habitants qui éduquent leurs enfants correctement, avec qui tout se passe très bien. Eux aussi en ont marre, sans pouvoir forcément quitter le quartier. Il faut pouvoir accéder à la propriété ou aux parcs privés par exemple. Mais ils sont comme tout le monde : ils veulent vivre tranquillement, partir travailler sans s'inquiéter, retrouver leur voiture intacte le matin, pouvoir rentrer chez eux sans être embêtés. Beaucoup sont résignés et je ne peux pas me satisfaire de cela.

Cette semaine, vous avez eu des manifestations d'ultradroite, qui ont provoqué un débat national. Quel est votre regard sur ce point ?

Évidemment que les problèmes ne peuvent pas se régler avec une telle violence. Beaucoup de mes administrés ont été extrêmement impressionnés et choqués, ils ont pris peur. Ensuite, il y a eu les affrontements dans ce quartier, et tout est condamnable. Je rappelle par ailleurs à ceux qui prétendent être abandonnés que si les forces de l'ordre envoyées par l'État, et parfois conspuées, n'avaient pas été là, nous aurions pu vivre une catastrophe. Cela n'est pas arrivé qu'à Romans-sur-Isère et ces personnes n'en venaient d'ailleurs pas. Je n'ai pas ce sujet d'une menace de l'ultradroite à gérer quotidiennement dans ma commune.

Les premiers jours, vous aviez semblé voir une exaspération dans ces manifestations...

Je n'associe pas cette exaspération à l'ultradroite ni à ces méthodes d'intimidation un peu aveugles. En revanche, je pense qu'il est grand

temps d'en prendre conscience et qu'il faut revenir un peu en arrière pour comprendre pourquoi ce drame de Crépol a été particulièrement mal vécu par beaucoup de Français. Il y a quelques mois, beaucoup ont été choqués du traitement après la mort de Nahel. Je pense même que cela a révolté beaucoup de gens. D'autres affaires avaient choqué, mais personne n'a compris ce procès contre la police, la détention provisoire si longue du policier, la minute de silence à l'Assemblée nationale... Moi, je ne suis pas juge et je ne vous dis pas ce qu'il fallait faire ou non. Je vous rapporte ce que j'ai entendu pendant des semaines. La minute de silence n'est pas passée et je ne pense pas que les responsables politiques en aient pris conscience. Il y a eu une coupure à ce moment-là. Alors quelques mois plus tard, quand tous ces Français ont vu un traitement radicalement différent pour Thomas, ils ont totalement basculé dans la colère.

Quelle différence, justement ?

Contrairement à celle de Nahel, la mort de Thomas a été considérée comme un fait divers quasiment anecdotique. C'est un drame qui a été relativisé dans sa gravité finale. Heureusement, et je veux vraiment saluer la gendarmerie, que les gendarmes ont interpellé les auteurs présumés extrêmement rapidement. Ils ont vraiment fait un travail exceptionnel et salubre. Parce que je peux vous dire que la pression populaire était énorme et sans la réactivité des forces de l'ordre, ce serait monté dans les tours. Mais cela ne m'a pas empêché d'entendre parler de l'absence de minute de silence à l'Assemblée pendant toute la semaine qui a suivi. Je ne suis pas sûre que l'Assemblée nationale soit le lieu de ces minutes de silence d'ailleurs, mais les députés ont eux-mêmes créé un précédent... Et ça, je le répète, ça a vraiment heurté les gens.

Vous avez rencontré les familles des victimes, et notamment celle de Thomas. Qu'en retenir-vous ?

Je vais m'arrêter là dans la comparaison avec Nahel que tout le monde évoque beaucoup... Mais ces derniers jours, j'ai observé une famille d'une dignité exceptionnelle, qui porte une douleur immense dans une retenue absolument admirable. Je peux vous dire qu'ils ont le soutien de toute la région, des villages alentour comme de la ville de Romans-sur-Isère. Certains veulent opposer le rural et l'urbain, mais je peux vous assurer que la mobilisation est totale pour les soutenir.

Vous avez forcément vu la vidéo de cet homme, André, qui a interpellé Olivier Véran à Crépol en regrettant vivement que « la France des cités » soit préférée à « la France de Thomas ». Qu'en avez-vous pensé ? Je dis exactement la même chose. Je tiens d'ailleurs à saluer le courage qu'il a eu de le dire de manière aussi claire devant tous les journalistes. Des « André » qui pensent exactement la même chose, j'en croise tous les jours, vous savez. Cet homme, en parlant ainsi, était très représentatif de beaucoup de Français. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR CHARLOTTE D'ORNELLAS ET GEOFFROY LEJEUNE



GUILLAUME LARCY